

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE



L'actualité mondiale en quelques points

DEF'INSEEC

NUMÉRO 17 - DÉBUT AVRIL
2022

SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Charlotte NONY, Clémence FROMONT
- correction par Clémence FROMONT et Camille THIBAUT*

6

MOYEN ORIENT

*par Louis PICOULEAU et Justin ROBERT
- correction par Camille THIBAUT et Justin ROBERT*

8

AFRIQUE

*par Camille THIBAUT, Vincent RASTETTER
- correction par Camille THIBAUT, Vincent RASTETTER*

11

ASIE

*par Jasmine BEN LAHCENE, Charly HURIER
- correction par Jasmine Ben Lahcene et Camille THIBAUT*

14

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Alexandre DELORME et Alisée MOURA
- correction par Lola MARTENS*

RÉDACTRICE EN CHEF

Camille THIBAUT

L'OTAN ET LE ROYAUME-UNI DANS LE GRAND NORD

Le Grand Nord a vu, ces dernières décennies, une recrudescence des tensions. Le réchauffement climatique qui ouvre de nouvelles voies commerciales et facilite l'extraction d'hydrocarbures, en est la principale cause, donnant alors à cette zone une nouvelle importance stratégique. Se déroule ainsi en Norvège, l'exercice Cold Response 22, la plus grande manœuvre militaire dans la zone depuis plus de 30 ans, qui a réuni près de 30 000 soldats de 27 nationalités différentes, membres des pays de l'OTAN et de ses partenaires.



Durant l'exercice Cold Response, le Royaume-Uni a pu montrer sa détermination à faire partie des acteurs majeurs de ce nouveau théâtre d'opération. En effet, les observateurs ont pu assister au déploiement d'un groupe de Royal Marines spécialisé dans l'action en milieu glacé. Ces derniers ont pu être déployés derrière les lignes ennemies par un SNA britannique de classe Astute. Ces forces d'élite ont alors eu l'opportunité de travailler avec leurs homologues norvégiens et otaniens. Il est possible d'affirmer que le Royaume-Uni fait partie des seuls pays au monde, capable d'opérer efficacement dans cet environnement extrême.

De manière plus globale, le Royaume-Uni compte appuyer la Force Expéditionnaire Commune composée du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège, des Pays Baltes, de la Suède et de la Finlande. De plus, la mise en place d'un "Groupe littoral d'intervention" est également à l'étude, il rassemblerait deux navires d'assaut amphibies et au moins une compagnie de Royal Marines.

Enfin, au niveau aérien, des avions de renseignement RC-135W Rivet devraient être déployés, ainsi que des F-35B, qui présentent comme avantages de pouvoir être stationnés sur les portes-avions HMS Queen Elizabeth et HMS Prince of Wales ainsi que de posséder une grande interopérabilité avec les forces finlandaises, danoises et norvégiennes, également détentrices de cet appareil.

Bastien POULIQUEN

NOUVELLE DYNAMIQUE DE DÉFENSE EN EUROPE : UNE REPRISE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ?

La guerre en Ukraine, aux portes de l'Union européenne, s'accompagne d'un réarmement de nombreux pays. En effet l'évolution de l'environnement géopolitique international pousse les Etats à revoir leur politique et stratégie de défense.

Tout d'abord l'Union européenne finance pour la première fois l'achat d'armes létales à destination d'un pays en guerre. Etant donné qu'elle ne peut utiliser le budget commun pour participer à des entreprises militaires, elle fournit à l'Ukraine une aide de 500 millions d'euros par l'intermédiaire d'un instrument nommé Facilité Européenne pour la paix (FEP).

Au Danemark, le gouvernement souhaite augmenter les dépenses militaires et atteindre en 2033 le seuil de 25% du PIB fixé par l'OTAN (actuellement 1,44% du PIB). Le 1er juin aura lieu un référendum à propos de la clause d'exemption, clause qui désolidarise le Danemark de l'UE sur les questions de défense tel que le déploiement de militaires.

L'Allemagne a envoyé à destination de l'Ukraine un millier d'armes antichars et 500 missiles anti aériens Stinger. Pour Nils Schmid, porte-parole du SPD pour la politique étrangère, il s'agit de « *développer nous-mêmes la technologie de l'armement en Europe, de mettre en place nos propres capacités et de développer la résilience* ».

La Finlande et la Suède ont décidé elles aussi de livrer des armes aux ukrainiens. En parallèle, Stockholm annonce vouloir augmenter les dépenses liées à la défense jusqu'à 2% du PIB. La Finlande elle, entame un tournant et veut revoir sa politique de sécurité au printemps.



Son but est d'intensifier la coopération en matière de sécurité au travers notamment de la clause de défense mutuelle, prévue dans le traité de Lisbonne, si le territoire d'un état membre est attaqué. "La sécurité et la défense européennes ont davantage évolué au cours des six derniers jours qu'au cours des deux dernières décennies", a déclaré Ursula von der Leyen devant le Parlement européen. Ainsi, l'avenir de la sécurité européenne semble se jouer en Ukraine mais dépend aussi pour Berlin du résultat des élections présidentielles en France qui pourrait impacter le partenariat Franco-allemand.

Charlotte NONY

VERS UN NOUVEL ACCORD DASSAULT/SERBIE ?

La Serbie serait en cours de négociation pour l'achat d'au moins 6 Rafale auprès de l'entreprise Dassault Aviation. Candidate tardive à l'entrée l'Union Européenne en mars 2012, elle tente de se faire une place au niveau militaire. Actuellement 24e au classement européen et 61e au rang mondial, la Serbie souhaite occuper une place plus importante au regard des tensions internationales.

Le président Vučić, de nouveau élu, a annoncé une hausse de 500 millions d'euros dans le budget accordé aux dépenses militaires. On aurait pu penser que la Serbie se serait fournie en Russie car les deux pays entretiennent de fortes relations, étant déjà équipée de matériel russe : les chasseurs MiG-29 « *Fulcrum* ». Cependant, la Serbie a décidé de se fournir auprès de l'entreprise française Dassault, contrairement à l'Allemagne.

Si ce contrat est effectivement signé, il faudrait que le gouvernement français ait donné son accord en amont afin d'obtenir des licences d'exportation instruites par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre [CIEEMG]. Bien que cet achat représenterait un avantage considérable pour la société française, comme en 2013 par la vente de missiles anti-aérien Mistral 3 à la Serbie, les conditions géopolitiques ont évolué. En effet, Belgrade et Moscou entretiennent de fortes relations mais les Serbes ne sentent-ils pas en danger face aux puissances russes et chinoises ?

Clémence FROMONT



MOYEN-ORIENT

DES CENTAINES D'ENFANTS SYRIENS DISPARAISSENT À LA SUITE D'UNE ATTAQUE DE L'ETAT ISLAMIQUE

Vendredi 31 mars, des experts de l'ONU ont fait part de leur inquiétude quant à la disparition d'une centaine d'enfants depuis janvier dernier. En effet, l'Etat islamique avait effectué un assaut contre la prison syrienne de Ghwayran contrôlée par les forces kurdes syriennes. Les Forces Démocratiques syriennes ont néanmoins repris le contrôle de la prison. L'Etat Islamique aurait permis à ces jeunes hommes de 10 à 18 ans de s'évader de la prison dans l'objectif, il est clair, de les enrôler. Les autorités humanitaires dont l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme déplorent les conditions de vie de ces nombreux garçons, pour beaucoup blessés. Jeudi 20 janvier, Daech avait lancé un assaut contre cette prison de la ville de Hassaké laissant échapper de nombreux djihadistes.

Soutenues par la communauté internationale, les Forces Démocratiques Syriennes, qui représentent la lutte contre l'EI dans la région, continuent la traque des assaillants et des déserteurs. L'Etat Islamique se tourne ainsi vers la zone du désert syrien après sa défaite en Syrie et en Irak. Cette attaque est la plus importante offensive du groupe depuis sa défaite territoriale en Syrie en 2019 face aux forces kurdes. Cette crise humanitaire d'échelle régionale relève d'un retour sur la scène internationale de l'Etat Islamique, de son influence et de ses méthodes qui facilitent l'endoctrinement des populations.

Louis PICOULEAU



MOYEN-ORIENT

VAGUE D'ATTENTATS SANGLANIS EN ISRAËL

En un peu plus de deux semaines, quatre attaques en plein cœur de villes israéliennes ont fait treize morts. Israël a été confronté à une nébuleuse terroriste aux nouvelles pratiques à l'intérieur de ses frontières. La menace est diffuse, les initiatives paraissent individuelles, les modes opératoires méthodiques. Si les deux premières attaques commises par des Palestiniens de nationalité israélienne sont influencées par l'idéologie de Daech, la troisième a été perpétrée le 29 mars dans la banlieue de Tel-Aviv par un activiste palestinien non affilié à l'État islamique, et celle du 7 avril par un palestinien qui serait membre du Fatah, un parti politique nationaliste palestinien.



Les réactions ont été très vives : le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, a réuni de hauts responsables sécuritaires. *"Les forces de sécurité sont à l'œuvre. Nous allons combattre le terrorisme d'une main de fer. Israël est confronté à une vague de terrorisme arabe meurtrière"*, a déclaré le chef du gouvernement.

Les pays occidentaux ont fermement condamné ces attaques. Côté palestinien, le président Mahmoud Abbas a lui aussi condamné ces violences : *"Le meurtre de civils palestiniens et israéliens ne fait qu'aggraver davantage la situation alors que nous nous efforçons tous d'atteindre la stabilité."*

Justin ROBERT

AFRIQUE

MASSACRE DE MOURA : L'ENVERS DE "L'OPÉRATION NETTOYAGE"

Dimanche 27 mars dernier, les forces armées maliennes (FAMA) très probablement épaulées par les mercenaires russes du groupe Wagner sont soupçonnées d'avoir perpétré le massacre dans cette ville située dans la région de Mopti au Mali. Human Rights Watch remet en question les cibles du massacre et dénombre que près de 300 civils ont été exécutés. Le 1er avril, les FAMA se félicitent d'avoir opéré « une opération nettoyage » à Moura ayant tué 203 jihadistes. Quelles ont donc été les cibles des FAMA ? Des civils ou des jihadistes ?

HRW a reconstitué la chronologie des événements, fondée sur les témoignages de survivants civils : en ce jour de marché, les jihadistes sont présents en grand nombre : ils viennent y acheter à manger ou revendre du bétail saisi aux éleveurs. Des membres de la Katiba Macina (affiliée à Ansar Dine et au GSIM) et du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, qui prête allégeance à Al-Qaida) sont venus à Moura afin de prélever la taxe islamique (zakat). En effet la ville, au centre de la lutte contre les jihadistes, vit depuis 2016 sous le joug des jihadistes. En fin de matinée, deux hélicoptères atterrissent : jihadistes et militaires, descendant des hélicoptères, tirent et les jihadistes se fondent alors dans la foule. La ville est bouclée. Et le massacre aurait ensuite commencé : 5 jours durant lesquels des hommes ont été triés, exécutés par balle puis brûlés pour certains et jetés dans des fosses communes. Des témoins affirment que si une partie des exécutés étaient effectivement des jihadistes dénoncés par les civils, un nombre important d'hommes ont été tués du fait qu'ils « portaient la barbe et un pantalon court », ce à quoi les habitants sont obligés du fait de la présence des terroristes.

Selon des témoignages de civils, les FAMA étaient accompagnées de mercenaires russes de Wagner « des hommes blancs parlant une langue étrangère qui n'est pas le français ». La France et les États-Unis demandent l'ouverture d'une enquête pour déterminer si ce massacre de masse a été diligenté contre la population civile ou non. Les autorités refusent cependant l'accès de Minusma à la ville.

L'état-major général des armées (EMGA), dans un communiqué le 5 avril 2022 récuse la version de HRW. Il dénonce des « spéculations diffamatoires » et des « allégations infondées d'exactions sur les populations civiles » pour ternir l'image des FAMA dont le seul objectif est de protéger les populations civiles. Il justifie de plus le blocage de la ville afin « de faire le tri, rechercher, identifier des terroristes déguisés et dissimulés parmi les populations civiles ». Le communiqué se clôture en rappelant que le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire est primordial dans la conduite des actions de l'EMGA.

Alors que s'est-il passé à Moura le 27 février dernier ? Les pays occidentaux et ONG de défense des droits de l'Homme présumant la présence de mercenaires Wagner dans le massacre, ces derniers ayant déjà été accusés d'avoir commis des viols et des vols à l'encontre de civils en République centrafricaine. En décembre dernier, la junte militaire malienne avait annoncé qu'à la suite d'un accord bilatéral avec la Russie, des instructeurs russes sont arrivés dans le pays, et les services occidentaux estiment alors le nombre de mercenaires de Wagner à 1 000 membres.

Camille THIBAUT



AFRIQUE

ÉTHIOPIE : POSSIBLE CHEMINEMENT VERS LA PAIX?

Le 24 mars 2022 le Gouvernement fédéral éthiopien du Premier ministre Abiy Ahmed a déclaré une *"trêve humanitaire unilatérale"*, ayant entraîné un cessez-le-feu des Tigréens le 25 mars 2022. Le Gouvernement éthiopien avait déjà déclaré une *"trêve unilatérale"* en juin 2021 à la suite de sa perte de contrôle du territoire de la région fédérale du Tigré. Elle avait été suivie d'une intensification du conflit et des combats dans la dernière moitié de 2021. L'interruption actuelle des combats semble être largement respectée par les belligérants.

Le Gouvernement fédéral a motivé cette initiative par les besoins humanitaires au Tigré, région fédérale qui n'a pas vu de convoi humanitaire arriver depuis le 15 décembre 2021. Néanmoins, une distinction entre humanitaire et politique est faite par les Tigréens, qui soulignent toutefois vouloir donner une chance à la paix. William Davison, analyste pour l'Éthiopie au International Crisis Group, considère la réelle mise en oeuvre de l'aide humanitaire dans la région fédérale du Tigré et la confiance mutuelle y étant associée comme la première étape dans le processus vers la paix.



Le 1er avril 2022 les treize premiers camions d'un convoi humanitaire sont arrivés dans la capitale de la région fédérale du Tigré. Ces camions ont apporté des vivres cruciaux à la population locale, menacée par la famine. Cependant, le Gouvernement fédéral et les Tigréens se rejettent mutuellement la responsabilité des retards persistants de l'aide humanitaire malgré la bonne volonté déclarée des deux côtés de la frontière.

Vincent RASTETTER

AFRIQUE

NIGERIA : ENTRE BANDITISME ET DJHADISME



Le 28 mars 2022 des criminels armés ont attaqué un train au centre du Nigeria, tuant 8 personnes. Le nombre précis d'otages reste inconnu : selon l'opérateur du train 168 personnes ne répondaient pas à l'appel après l'attaque. Les criminels ont d'abord posé une bombe sur les rails avant de défaire la résistance des forces de l'ordre.

La nature du groupe n'est pas encore certaine : la région est en effet connue pour ses "*bandits*", des gangs criminels sans ambition idéologique explicite, dont l'activité principale est la prise d'otages, de même que pour des groupements terroristes et jihadistes tels que l'État islamique en Afrique de l'Ouest et de Boko Haram. Il semblerait que ce groupe serait composé de "*bandits*" influencés par des jihadistes en raison de parallèles établis entre une vidéo publiée par le groupe le 7 avril et les vidéos de propagande de jihadistes opérant au nord du pays.

La crainte est alors que cette influence puisse être le résultat d'infiltration de jihadistes parmi les "*bandits*", ce qui entraînerait un réseau de soutien important mutuel pour les deux partis et une augmentation de leur capacité à agir. Ceci s'oppose à l'espoir issu de plus que 7 000 capitulations de membres de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest fin mars à la suite des opérations militaires des forces étatiques au nord du pays.

Dans la vidéo du 7 avril le groupe affirme que le Gouvernement fédéral serait au courant de leurs demandes, qu'il ne recherche pas de rançon et que toute investigation entraînerait la mort des otages.

Vincent RASTETTER

PACTE DE SÉCURITÉ CHINE-ILES SALOMON: TENSIONS DANS LE PACIFIQUE

L'Empire du Milieu fait encore polémique en concluant un accord de sécurité avec les îles Salomon. Le projet d'accord paraphé par les représentants des deux nations doit bientôt être signé et l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et maintenant la Micronésie se sont associés pour exprimer leurs préoccupations concernant le pacte pouvant faire renaître un champ de bataille dans la région Pacifique Sud. Un air de déjà-vu puisque lors de la Seconde Guerre mondiale, les îles Salomon étaient stratégiques et leur contrôle permettait le maintien des lignes d'approvisionnement notamment entre les Etats-Unis et l'Australie, d'où le grand intérêt de la Chine dans la région.

En outre, si le pacte est signé, la Chine pourra envoyer des policiers, militaires et autres forces armées sur l'archipel "pour aider à maintenir l'ordre social", effectuer des visites et des escales mais aussi y établir des grands projets, lui permettant ainsi d'intensifier sa présence. Cet accord pourrait aussi être un tremplin pour la construction d'une future base navale chinoise, à moins de 2000 km de la côte australienne, présence pouvant alimenter les tensions géopolitiques et l'instabilité régionale.

Le Président salomonais, Manasseh Sogarave a déclaré qu'une base militaire chinoise ne serait pas établie et qu'il ne s'agit que de l'extension de sa politique étrangère "amis de tous et ennemis de personne". Le ministre australien de la Défense, Peter Dutton a affirmé respecter le choix de l'archipel tout en démontrant que la Chine déploie des tactiques agressives similaires dans toutes les petites nations insulaires, ayant maintenant 20 points de présence militaire en Mer de Chine Méridionale.

Le porte-parole du Ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que la souveraineté salomonaise devait être respectée et que les critiques de l'accord ne sont que des résidus de condescendance d'une époque révolue où l'Australie et les Etats-Unis avaient plus de pouvoir dans la région. L'Australie tente de faire évoluer la situation en la rendant multilatérale, ralliant alors d'autres pays à sa cause affirmant que cet accord est une menace à la sécurité régionale et mondiale, ce qui continue à jeter un doute sur les intentions et la fiabilité chinoise.

Jasmine BEN LAHCENE



L'INDE ENVOIE "ACCIDENTELLEMENT" UN MISSILE EN ZONE PAKISTANAISE

Il y a presque un mois maintenant, un "dysfonctionnement technique" a conduit au "tir accidentel" d'un missile dans une zone du Pakistan. L'envoi a eu lieu à la suite d'une maintenance de routine.

Au grand soulagement des gouvernements indiens et pakistanais, aucune victime n'est à déplorer. Néanmoins, Islamabad a fortement condamné cet incident accusant par la même occasion l'Inde de se montrer complètement "insensible envers la paix et la stabilité régionale". De son côté, le ministère de la Défense indien a qualifié l'acte de "profondément regrettable".

Ce n'est pas la première fois que des tensions subsistent entre les deux pays. En effet l'Inde, majoritairement hindou, et le Pakistan, pays musulman, se sont livrés pas moins de trois guerres depuis la fin de la colonisation britannique en 1947. Deux d'entre elles concernaient le territoire contesté du Cachemire. Les deux Etats entretiennent donc une forte présence militaire de part et d'autre de leur frontière commune et des poussées de tensions sont allées jusqu'à faire naître des peurs d'affrontements nucléaires.

Ce missile attise donc la peur d'un possible retour de fortes tensions qui ont déjà existé dans le passé, combiné à la menace de l'utilisation de l'arme nucléaire.

Le général aux deux étoiles pakistanais, Babar Iftikhar, a déclaré que "cela montre néanmoins leur manque de respect des règles de sécurité aérienne et donne une très mauvaise image de leurs aptitudes techniques et de leur efficacité procédurale", une déclaration qui a de quoi attiser la haine historique entre les deux pays.

Charly HURIER



CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AU SRI LANKA: L'ARMÉE DÉPLOYÉE

Depuis le début de la crise de la Covid-19 le Sri Lanka subit une crise économique sans précédent, la plus grave depuis son indépendance en 1948. En effet, le pays fait face à des pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments, ce qui a mené la population à protester et manifester à Colombo et d'autres grandes villes, notamment contre le Président Gotabaya Rajapaksa, déjà fortement critiqué pour son inaction et la corruption de son gouvernement.

Face aux manifestations de grande ampleur, le Président a décrété vendredi dernier l'état d'urgence et la mise en place d'un couvre-feu de 36 heures minimum ainsi qu'une coupure totale des réseaux sociaux à la demande du ministre de la Défense pour tenter d'enrayer l'escalade des tensions. C'est après cette déclaration qu'ont été déployées des troupes armées pour arrêter les manifestants réfractaires. L'armée, équipée d'armes automatiques, n'a normalement pas le droit d'agir seule et doit se contenter de soutenir la police, mais l'état d'urgence révoque cette interdiction et lui permet d'intervenir seule pour arrêter tout suspect.

En outre le Sri Lanka subit un mouvement conséquent de défections au sein du gouvernement, avec actuellement 26 démissions de ministres. Tandis que la population demande la démission du Président et de sa famille au pouvoir, une première session parlementaire s'est ouverte le 4 avril après la proclamation de l'état d'urgence. Hormis les proches du Président au pouvoir, la coalition et tous les partis d'opposition ont annoncé leur intention de voter contre la prolongation de l'ordonnance.

Cette grave crise à la fois économique et politique pourrait donner lieu à une insurrection totale de la population et à une escalade des tensions si l'armée vient à intensifier son action pour réprimer les civils.

Jasmine BEN LAHCENE



AEROSPACE

L'AUKUS ANNONCE UNE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'ARMES HYPERVÉLOCES

Formée dans le cadre de la crise des sous-marins le 15 septembre 2021, l'alliance militaire AUKUS composée de l'Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis, qui vise à assurer une réponse à l'expansionnisme chinois dans la zone stratégique de l'Indo-pacifique, a franchi ce mardi un nouveau cap dans son développement. En effet, dans un contexte d'escalade des tensions, exacerbées par le développement massif des arsenaux balistiques chinois et russes, et à l'heure où les affrontements en Ukraine mettent l'Occident face à la réalité de la guerre, les dirigeants des trois pays de l'alliance ont annoncé étendre leur coopération au domaine des armes hypervéloces.



Pour Washington, qui a récemment annoncé avoir procédé à des tests de son missile HAWC, l'enjeu majeur de cette collaboration est de rattraper le retard pris par les États-Unis dans ce domaine, et s'inscrit ainsi dans la dynamique de contrepoids aux ambitions chinoises que l'AUKUS se targue d'incarner en Indo-pacifique. Le contrôle et la maîtrise de ces armements novateurs s'avèrent en effet crucial pour s'imposer stratégiquement dans la région ; le caractère imprévisible de la trajectoire de ces engins, allié à leur extrême rapidité, permet de rendre obsolète les systèmes d'interceptions classiques de missiles. De plus, Pékin a démontré le 2 août 2021 que le missile Dongfeng-31 (à capacité nucléaire) était capable d'atteindre les côtes américaines sans aucune difficulté. Dès lors, la décision de l'AUKUS semble d'autant plus motivée, bien que cette décision ait principalement été justifiée par les gouvernements des trois états comme une réponse face à l'agressivité russe.

Alexandre DELORME

CYBERSECURITY

THALES OUVRE SON PREMIER CENTRE OPÉRATIONNEL DE CYBERSÉCURITÉ EN AFRIQUE

C'est une première en Afrique pour le géant mondial de la High-tech, de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle Thales qui vient d'annoncer l'installation, au Maroc, de son sixième centre opérationnel de cybersécurité (SOC). Le nouveau centre opérationnel renforce la présence du spécialiste mondial de la cybersécurité en Afrique. Il s'ajoute aux six premiers centres opérationnels installés au Canada, en France, à Hong-Kong, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Ils constituent un réseau international opérant selon un modèle appelé « *Follow the sun* » qui accompagne plus d'une centaine de clients en continu dans le monde, avec un niveau de réactivité et de flexibilité inégalé. Selon le groupe, cela va permettre au Maroc et au continent africain *"de bénéficier d'une protection en temps réel contre les cyberattaques"* surtout avec l'évolution que connaît le secteur et la transformation numérique des sociétés africaines,

illustrée par la généralisation du paiement mobile sur le continent, et l'augmentation du télétravail, conséquence de la crise sanitaire. *"Au-delà du secteur financier, explique Thales, tous les secteurs sont concernés, dont les plus vitaux, les services de l'Etat mais aussi la distribution d'eau, d'énergie et les télécommunications"*. Les SOCs, rappelle le groupe qui est déjà présent au Maroc, rassemblent des capacités de détection et d'analyse des menaces 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et proposent des réponses en conformité avec les infrastructures et les politiques de cybersécurité du pays". Thales accompagne aussi ses clients dans la mise en conformité des réglementations et des processus techniques, l'évaluation des cyber-risques et de leur niveau de maturité, l'investigation et l'anticipation des cyber-crisis et la neutralisation des attaques complexes.

THALES

Together • Safer • Everywhere

Pourquoi le Maroc ?

Hicham Alj, le directeur général de la filiale marocaine depuis novembre 2018, explique que le Maroc est un pays à très fort potentiel, doté d'un capital humain de qualité. Sur le plan régional, Thales a l'ambition de développer des actions en direction d'autres pays africains à partir du Maroc, pour laquelle de nouveaux partenariats avec des groupes marocains pourraient être envisagés. Sur le plan international, Thales réfléchit à accroître le rôle du Maroc dans sa stratégie de développement à l'international.

Alisée MOURA

SOURCES

• EUROPE

◦ **L'OTAN et le Royaume-Uni dans le Grand Nord**

- NavaNews : Royal Marines Launch Raid From Submarine In Cold Response 2022
- Opex360: Le Royaume-Uni va renforcer sa présence militaire dans le Grande Nord, évoquant l'interopérabilité avec ses alliés

◦ **Nouvelle dynamique de défense en Europe : une reprise de la course aux armements ?**

- Euronews : Le Danemark à son tour fait volte-face en matière de politique de défense européenne / Pour sa défense, l'Autriche est prête à changer son fusil d'épaule / La guerre en Ukraine pousse la Suède et la Finlande à renforcer leur défense
- Nice Matin : Guerre en Ukraine: Allemagne, Suède, Japon... après l'invasion russe, ces pays lancés dans la course au réarmement

◦ **Vers un nouvel accord Dassault / Serbie ?**

- La Tribune : Dassault Aviation : la Serbie va-t-elle monter aussi dans le Rafale ?
- Opex360 : La Serbie négocierait l'achat d'au moins 6 Rafale auprès de Dassault Aviation

• MOYEN-ORIENT

◦ **Des centaines d'enfants Syriens disparaissent à la suite d'une attaque de l'Etat Islamique :**

- Le Parisien. "Syrie : Daech attaque une grande prison et libère des djihadistes"
- 20 Minutes. "Syrie : Une centaine d'enfants ont disparu après un assaut de l'Etat islamique contre une prison"
- L'Express. "Attaque d'une prison en Syrie : "L'EI tentera à nouveau de faire libérer des détenus"
- L'Orient-Le Jour. "Les forces kurdes traquent les jihadistes après l'attaque de la prison de Ghwayran"

◦ **Vague d'attentats sanglants en Israël :**

- L'express. " Attentats en Israël : après la "vague de terreur", le défi de l'unité "
- Le Monde. " Israël et les territoires palestiniens face à une recrudescence des tensions après l'attaque de Tel-Aviv "
- Le Figaro. " Israël frappé par une vague d'attentats "
- Le Point. " Israël face à une vague d'attentats "
- FranceInfo. " Ce que l'on sait de la récente vague d'attentats en Israël "

• AFRIQUE

◦ **Massacre de Moura : l'envers de "l'opération nettoyage"**

- France Info, "Au Mali, l'armée soupçonnée d'un massacre de masse", Isabelle Labeyrie, 6 avril 2022
- DW, "Le verrou de l'information sur les violences à Moura au Mali", Sandrine Blanchard, 5 avril 2022
- Washington Post, "300 killed by Mali's army and foreigners, says rights group", Carley Petesch, 5 avril 2022
- RFI, "Mali : Human Rights Watch dénonce le massacre de plus de 300 personnes à Moura", David Baché, 5 avril 2022

SOURCES

○ **Éthiopie : possible cheminement vers une paix?**

- France24 avec AFP, "Éthiopie : les rebelles du Tigré s'engagent dans un cessez-le-feu", 25 mars 2022
- France24 avec AFP, "En Éthiopie, treize camions d'aide humanitaire sont arrivés à Mekele, au Tigré", 1 avril 2022
- Channels Television, "Ethiopia Declares 'Indefinite Humanitarian Truce' ", 24 mars 2022
- Channels Television, "Ethiopia Declares 'Indefinite Humanitarian Truce' ", 25 mars 2022

○ **Nigeria : mélange entre banditisme et djihadisme?**

- Al Jazeera avec News Agencies, "Nigeria: 7,000 Boko Haram, other fighters surrender in a week", 24 mars 2022
- AfricaNews and Agencies, "Nigeria: Train attackers release hostage video", 8 avril 2022
- Channels Television, "Kaduna Train Attack: Kidnapped BOA MD Regains Freedom", 6 avril 2022
- Al Jazeera avec AFP, "Nigeria: More than 150 still missing after passenger train attack", 4 avril 2022

● **ASIE**

○ **Pacte de sécurité Chine-Iles Salomon: tensions dans le Pacifique**

- Associated Press. "Solomon Islands says security pact will not allow China to build military base". The Guardian. 2022.
- Daniel Hurst. "Australian anxious to show it didn't 'drop the ball' on Pacific after China and Solomon Islands deal". The Guardian. 2022.
- Laurent Lagneau. "Grâce à un accord avec les Iles Salomon, les forces chinoises vont pouvoir prendre pied en Océanie". Opex360. 2022.

○ **L'Inde envoie "accidentellement" un missile en zone pakistanaise**

- AFP. "L'Inde envoie par erreur un missile au Pakistan". Huffington Post. 2022.
- Julie Richard et AFP. "Un missile indien envoyé « accidentellement » sur le Pakistan". La Croix. 2022.
- Le Figaro et AFP. "L'Inde dit avoir envoyé accidentellement un missile au Pakistan". Le Figaro. 2022.
- Libération et AFP. "L'Inde tire un missile sur le Pakistan, mais assure ne pas avoir fait exprès". Libération. 2022.
- Le Monde et AFP. "L'Inde tire « accidentellement » un missile sur le Pakistan et parle d'« un dysfonctionnement technique ». Le Monde. 2022.
- La Provence et AFP. "L'Inde annonce avoir envoyé accidentellement un missile au Pakistan". La Provence. 2022.

○ **Crise économique et politique au Sri Lanka: l'armée déployée**

- AFP et Le Figaro. "Le Sri Lanka déploie l'armée pour réprimer les manifestations". Le Figaro. 2022.
- AFP et Arab News. "Sri Lanka: première session du parlement après la proclamation de l'état d'urgence". Arab News. 2022.
- AFP. "Manifestations au Sri Lanka: les réseaux sociaux bloqués". L'Express. 2022.
- Vanessa Dougnac. "Le Sri Lanka au bord de l'insurrection". Le Temps. 2022.
- AFP et Ouest France. "Le Sri Lanka. Cinq questions que la crise politique et économique qui secoue le pays". Ouest France. 2022.

SOURCES

- **AÉROSPACE**

- **L'AUKUS annonce une coopération pour le développement d'armes hypervéloces**

- Aukus pact extended to development of hypersonic weapons (Dan Sabbagh and Daniel Hurst, 5/04/2022)
- Opex 360 : L'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis vont coopérer dans le domaine des armes hypersoniques (Laurent Lagneau, 06/04/2022)

- **CYBERSECURITY**

- **Thales ouvre son premier centre opérationnel de cybersécurité en Afrique**

- Thales ouvre au Maroc son premier centre opérationnel de cybersécurité en Afrique – Maghreb Intelligence (maghreb-intelligence.com)
- Thales implante au Maroc son centre opérationnel de cybersécurité pour l'Afrique (msn.com)
- Entretien. Hicham Alj : "Les grandes ambitions de Thales au Maroc" - Médias24 (medias24.com)
- Le petit journal marocain (2022/04/06)





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

